

International

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'APPEL DE PARIS POUR LA SOLUTION À DEUX ÉTATS

Rachel Nakache

24/06/2026

Le 12 juin 2026, une journée de rencontre entre citoyens israéliens et palestiniens engagés pour la paix se tenait à Paris à l'initiative du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. L'objectif était de produire des recommandations avant le sommet du G7 et de maintenir la perspective d'une solution à deux États, en dépit d'un contexte régional dégradé. L'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès était présent et Rachel Nakache, chargée de mission au secteur International de la Fondation, analyse cette tentative de dialogue entre les sociétés civiles palestinienne et israélienne.

Les propos des intervenants ont été synthétisés et reformulés pour en restituer la substance intellectuelle.

Il est des moments, dans le cours des crises humaines, où les institutions atteignent leurs propres limites et où quelque chose d'autre, de plus fragile dans sa forme, mais de plus authentique dans sa substance, commence à parler en leur lieu.

La conférence organisée le 12 juin 2026 à l'Institut du monde arabe par le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, à l'occasion du premier anniversaire de l'Appel de Paris, fut peut-être l'un de ces moments. Elle aurait pu apporter de la résolution, mais elle a surtout révélé, avec une clarté que les grandes enceintes diplomatiques s'emploient ordinairement à atténuer, ce que signifie vouloir la paix lorsque l'on en supporte personnellement le coût.

Des Israéliens et des Palestiniens se trouvaient là, réunis dans la même salle, après trois années d'un conflit qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de civils, maintenu en otage des êtres humains, ravagé la région et profondément ébranlé les deux sociétés au point de rendre le mot

même de « dialogue » suspect aux yeux de ceux qui souffrent le plus. Ils étaient présents pour prendre publiquement la responsabilité de dire ce que leurs gouvernements respectifs se refusaient encore à formuler clairement : qu'il n'existe pas d'autre issue que la coexistence, et que la coexistence exige infiniment davantage que la cessation des hostilités. La journée elle-même portait la trace de ce que ce travail suppose d'éprouvant : elle s'est ouverte sur une vidéo en hommage à Ofer Bronchtein, militant de la paix récemment décédé. Elle s'est refermée par un geste qui n'avait rien de protocolaire, celui des participants réunis sur le pont de la Tournelle, à quelques mètres de l'Institut, pour déployer une banderole pour la paix et écouter une performance commune de la chanteuse israélienne Achinoam Nini (Noa) et de la chanteuse israélo-arabe Mira Awad.

La génération qui n'a pas choisi

Il est un chiffre, avancé lors du premier panel, qui mérite que l'on s'y arrête. L'âge médian en Israël est de 29 ans ; en Palestine, il est de 21 ans. Cela signifie que la majorité des êtres humains vivant entre le Jourdain et la Méditerranée sont nés après les accords d'Oslo, donc après cette tentative finalement inaboutie de construire une paix négociée entre les deux peuples. Cette génération n'a pas choisi la guerre, et elle n'a pas davantage choisi ses dirigeants : qu'il s'agisse d'un gouvernement israélien contesté jusqu'au sein même de sa société, d'une Autorité palestinienne dont la légitimité s'est progressivement érodée faute d'élections libres et de capacité effective à gouverner, ou du Hamas, organisation terroriste. Elle a simplement hérité d'une situation que les générations précédentes ont construite et que, pour des raisons diverses, elles n'ont pas su dénouer.

Ce constat est une donnée politique concrète, qui devrait orienter toute réflexion sérieuse sur les voies de sortie de crise. Une solution à deux États qui ne convaincrat que les générations ayant connu Oslo serait une solution morte avant même d'être signée, et continuer à négocier comme si ce n'était pas le cas relève soit de l'aveuglement, soit du cynisme. La question décisive n'est plus de savoir si les dirigeants actuels peuvent parvenir à un accord (leur capacité à le faire étant aujourd'hui proche de zéro), et il faudrait avoir l'honnêteté intellectuelle de le reconnaître plutôt que de continuer à organiser des sommets qui font semblant d'y croire. La vraie question, la seule qui mérite d'être posée, est de savoir pourquoi personne n'agit dès aujourd'hui pour préparer les sociétés à saisir un accord que leurs dirigeants sont manifestement incapables de produire.

Des sondages présentés lors de la conférence indiquent que sept Israéliens sur dix et huit Palestiniens sur dix se déclareraient prêts à accepter la feuille de route définie par la déclaration de New York¹. Ces chiffres sont un scandale, puisqu'ils révèlent que l'obstacle à la paix n'est pas

l'intransigeance des peuples, mais l'incapacité (ou le refus) de leurs dirigeants de traduire une volonté populaire en action politique. Cette dissociation est le symptôme d'un déficit démocratique que personne n'a manifestement l'intention de traiter sérieusement.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le détournement des récits

On ne bâtit pas la paix avec des traités seuls. On la construit, ou on la défait, dans la manière dont les sociétés se racontent à elles-mêmes et se représentent l'autre. C'est une vérité répétée jusqu'à l'excès dans les manuels de résolution des conflits, mais qui prend ici une acuité toute particulière parce que le conflit israélo-palestinien est, entre autres, une guerre de récits d'une sophistication et d'une brutalité qui n'ont guère d'équivalent.

Les participants palestiniens et israéliens ont été unanimes sur ce point : les narratifs de la haine ont été incomparablement mieux organisés, mieux financés et mieux ciblés depuis des décennies que les narratifs de la paix. Les extrémistes des deux bords savent exactement quelles peurs activer, quels traumatismes instrumentaliser, quelles images diffuser pour rendre l'autre irreprésentable comme être humain. La radicalisation prospère dans un espace cognitif que personne d'autre n'a su occuper, et les réseaux sociaux ont amplifié ce phénomène jusqu'à lui conférer un caractère presque structurel.

Face à cela, la société civile ne saurait se contenter de dénoncer. Il lui appartient de reprendre l'initiative narrative, avec un professionnalisme et une rigueur de ciblage comparables à ceux qu'elle affronte. Ce que certains participants ont désigné comme le *rebranding* de la paix renvoie à une conception profondément renouvelée de celle-ci, envisagée non plus comme une capitulation ou une naïveté, mais comme une promesse concrète de sécurité pour les Israéliens, de dignité pour les Palestiniens, de prospérité partagée et d'intégration dans une région qui a tout à gagner à mettre fin à ses déchirements.

Mais cette bataille des récits ne se gagnera jamais sur la seule force des éléments de langage, tant

que la réalité sur le terrain continue de la contredire chaque jour : dans les communautés israéliennes du Sud et du Nord qui vivent, depuis bien trop longtemps, sous la menace des roquettes, et dont les enfants ont grandi dans l'ombre des abris ; dans les familles qui ont attendu bien trop longtemps le retour de leurs proches pris en otage ; dans les hôpitaux de Gaza où l'aide médicale demeure insuffisante ; dans les villages de Cisjordanie exposés à des violences qui compromettent toute perspective de vie ordinaire. Une Gazaouie l'a répété : les habitants de Gaza n'ont pas besoin d'un discours supplémentaire. Ils ont besoin d'aide. Cette parole pourrait également être entendue dans la bouche d'un parent de Sderot ou de Kiryat Shmona. Et si elle doit être répétée encore et encore, c'est précisément parce que ceux qui ont le pouvoir d'agir continuent de préférer le discours à l'action.

Ce rappel n'est pas un reproche adressé aux diplomates qui étaient présents, mais une exigence de cohérence où la dignité humaine ne se laisse pas diviser entre l'urgence humanitaire et l'horizon politique, entre ce que l'on soigne aujourd'hui et ce que l'on construit pour demain. L'une et l'autre s'imposent simultanément avec une égale rigueur morale. Prétendre qu'il serait possible de régler l'une avant d'aborder l'autre relève soit d'une erreur de raisonnement grossière, soit (et c'est plus grave) d'un prétexte commode pour ne véritablement s'occuper d'aucune des deux.

Les leçons non tirées d'Oslo

Il est crucial de mentionner Oslo, non pour instruire un procès facile contre ceux qui ont tenté, parfois au péril de leur vie, de construire quelque chose de durable, mais parce que les erreurs accumulées depuis trente ans continuent d'être reproduites.

La première erreur fut l'incrémentalisme, cette idée que la paix s'obtiendrait par petites étapes successives, sans jamais nommer l'horizon final de peur d'effrayer les opinions publiques. Cette prudence a produit l'exact contraire de son objectif puisque, en refusant de nommer la destination, elle a offert à tous les saboteurs du processus (et ils étaient nombreux) l'occasion de bloquer chaque intermédiaire au nom des concessions qu'elle annoncerait.

La deuxième erreur fut de croire que cette question pouvait être résolue bilatéralement, entre Israéliens et Palestiniens seuls, comme un simple différend de voisinage alors que les enjeux au cœur du conflit dépassent infiniment ce cadre. C'est une question de souveraineté, d'identité et de légitimité qui résonne bien au-delà des frontières disputées, dans l'ensemble du monde arabe et musulman, dans les capitales occidentales, dans les organisations internationales. Réduire le règlement à une affaire bilatérale, c'est faire comme si le reste du monde n'avait pas voix au chapitre alors que, précisément, il en a une, et qu'il l'exerce, que ce soit par le financement, par

l'armement, par la reconnaissance diplomatique ou par le refus de celle-ci.

Ainsi, s'agissant de la sécurité d'Israël, celle-ci dépend d'un cadre régional d'une complexité que le seul dialogue avec les Palestiniens ne saurait épuiser. Elle suppose que la Jordanie et l'Égypte, garantes d'une frontière commune, demeurent des partenaires stables. Elle exige que l'Arabie saoudite, dont le poids symbolique et politique dans le monde arabe est sans équivalent, soit partie prenante d'une architecture de sécurité durable. Elle implique que la Turquie et le Qatar, qui entretiennent avec certains acteurs armés ou politiques des relations et des canaux d'influence là où d'autres n'ont aucune prise, soient pleinement associés à tout dispositif visant à ancrer et à faire respecter un éventuel accord car, sans leur concours, la portée de tout engagement resterait forcément limitée. Elle nécessite enfin de regarder en face la question iranienne : tant que Téhéran continuera d'alimenter les forces qui font peser une menace permanente sur Israël, aucune architecture de sécurité régionale ne pourra prétendre à la solidité. En d'autres termes, la sécurité ne se négocie pas seulement avec ses voisins immédiats, mais se construit à l'échelle d'une région entière.

La question palestinienne n'échappe pas non plus à cette logique. La viabilité d'un futur État palestinien ne dépend pas uniquement de ce que les deux parties pourraient se concéder mutuellement à la table des négociations. Elle dépend de la capacité des pays arabes à soutenir économiquement et politiquement une entité palestinienne sans chercher à en faire un instrument de leurs propres rivalités. Elle dépend de la volonté de la communauté internationale à garantir ce qui aurait été signé, plutôt que de se contenter d'en saluer la conclusion. Elle dépend, plus fondamentalement encore, d'une clarification au sein même du camp palestinien entre ceux qui acceptent l'idée d'une coexistence et ceux qui la rejettent.

La troisième erreur, et c'est peut-être celle dont les conséquences sont aujourd'hui les plus manifestes, fut de marginaliser systématiquement la société civile. On l'a invitée à témoigner, parfois. On l'a consultée, rarement. On ne lui a jamais véritablement accordé de place dans les mécanismes de négociation et de mise en œuvre. Or, la société civile est la seule force capable de construire, dans la durée, la confiance sans laquelle aucun accord ne saurait tenir. Les États peuvent signer des traités, mais ils ne peuvent pas contraindre les peuples à se reconnaître mutuellement. Cette reconnaissance-là se construit patiemment, dans les rencontres, les projets communs, les histoires progressivement partagées, et c'est précisément ce que les organisations de la société civile font, souvent dans des conditions de grande fragilité, souvent sans soutien suffisant, parfois en dépit de leurs propres gouvernements.

L'intégration régionale comme condition, non comme récompense

Un des apports les plus utiles de la conférence fut la manière dont le troisième panel a reformulé la question de l'intégration régionale. Pendant longtemps, dans le discours diplomatique dominant, l'intégration régionale d'Israël était présentée comme la récompense d'un accord de paix avec les Palestiniens, quelque chose qui viendrait après, comme un bénéfice accordé à Israël en échange de concessions territoriales et politiques. Cette logique est non seulement inexacte dans ses prémisses, mais contre-productive dans ses effets, puisqu'elle transforme l'intégration régionale en monnaie d'échange dans une négociation, alors qu'elle devrait être conçue comme une condition structurelle de la paix elle-même.

L'argument développé lors de ces échanges devrait suffire à clore le débat. Il n'existe pas de solution à deux États viable sans cadre régional pour la porter. La sécurité d'Israël, le développement économique palestinien, la reconstruction de Gaza, l'accès à l'eau et à l'énergie dans une région soumise à des pressions climatiques croissantes : aucune de ces questions ne peut trouver de réponse dans un face-à-face israélo-palestinien, aussi bien mené soit-il. Un corridor économique reliant l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe pourrait jouer, pour cette région, le rôle que le Plan Marshall ou la Communauté européenne du charbon et du fer (CECA) ont joué pour l'Europe d'après-guerre, celui d'un dispositif politique qui rend la guerre irrationnelle. L'analogie franco-allemande, convoquée à plusieurs reprises malgré des différences de contexte évidentes, dit quelque chose qu'il est inconfortable d'entendre : la réconciliation entre la France et l'Allemagne ne fut pas le fruit d'une générosité morale abstraite, mais de la construction délibérée d'intérêts communs rendant la guerre impensable. Rien n'empêche, en principe, que cette logique fonctionne au Moyen-Orient. Il y a certes des raisons conjoncturelles (les extrémismes en présence, l'absence actuelle d'un *leadership* politique capable de porter un tel projet, la fragmentation profonde de la communauté internationale) qui en rendent la réalisation difficile. Mais la difficulté n'est pas l'impossibilité, et confondre les deux a déjà coûté suffisamment cher pour que l'on se garde désormais de le faire.

Ce que les gouvernements doivent entendre

La conférence s'adressait aux ministres présents dans la salle, et elle ne l'a pas fait timidement. Les demandes formulées par la société civile, à travers les trois panels, constituaient un programme politique, dont il serait faux de dire qu'il est irréaliste.

La première demande est la reconnaissance universelle de l'État palestinien par l'ensemble des membres du G7². Trois d'entre eux l'ont accordée : la France, le Royaume-Uni et le Canada. Cent quarante-quatre pays ont souscrit à la déclaration de New York, ce qui en dit long sur la réalité du consensus international.

La deuxième demande concerne le financement de la paix au sens le plus concret du terme : soutenir les organisations de la société civile israéliennes et palestiniennes qui travaillent ensemble malgré tout, assurer la pérennité du Fonds international pour la paix dont le Royaume-Uni a pris l'initiative ; garantir que l'aide humanitaire entre à Gaza sans entraves. Sans financement, les organisations de la société civile s'éteignent et, avec elles, les réseaux de confiance qu'elles ont mis des années à tisser, et que rien ne remplace une fois détruits. La Commission européenne a annoncé la mobilisation de plus de vingt millions d'euros pour soutenir les organisations civiles des deux côtés ; le Canada a annoncé cent millions de dollars d'aide humanitaire. Ces gestes ne seront significatifs que s'ils s'inscrivent dans une politique cohérente et durable, et non dans la logique de l'annonce ponctuelle ni dans celle du chèque en blanc : l'aide humanitaire, pour peu qu'elle ne soit pas rigoureusement fléchée et auditée, a trop souvent servi à consolider des structures de pouvoir plutôt qu'à soulager ceux au nom desquels elle était versée.

La troisième demande est sans doute la plus délicate politiquement, parce qu'elle touche aux équilibres internes des démocraties et suppose de ne pas laisser le droit international en suspens.

La quatrième demande, enfin, est d'ordre démocratique. Les élections palestiniennes, promises depuis des années et sans cesse différées, constituent une condition non suffisante, mais nécessaire à toute solution politique durable. Une autorité palestinienne qui ne tient pas sa légitimité d'un vote récent et libre est une autorité dont les décisions pourront toujours être contestées au nom du mandat populaire. La communauté internationale ne peut pas exiger des réformes démocratiques sans créer simultanément les conditions dans lesquelles elles sont effectivement possibles, ce qui implique notamment de garantir les droits politiques des Palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem-Est de manière égale, et donc de résoudre des questions de sécurité et d'accès que l'on ne peut pas dissocier des questions proprement politiques sans les vider de tout contenu réel.

Ce que cette journée dit de nous

Ce qui s'est joué le 12 juin 2026, avec ses imperfections et ses moments de vérité, constitue un révélateur de l'état réel de nos démocraties face à leurs propres engagements.

Nous sommes actuellement dans une période où les systèmes multilatéraux sont mis à l'épreuve, où la tentation du rapport de force brut resurgit dans le discours des grandes puissances, où les institutions chargées d'arbitrer les conflits peinent à imposer leurs décisions à ceux qui ont les moyens de s'y soustraire, où les alliances se reconfigurent moins autour de valeurs partagées que d'intérêts conjoncturels. Dans ce contexte, la manière dont les États membres du G7 et leurs alliés choisissent de traiter la question israélo-palestinienne n'est pas un dossier de politique étrangère ordinaire. C'est un signal sur ce qu'ils entendent être, sur leur capacité à s'opposer à des alliés, sur leur volonté de voir dans les peuples qui souffrent non pas des variables géopolitiques mais des êtres humains dont la dignité engage notre responsabilité collective.

Une Europe, un G7 qui affirment soutenir la solution à deux États et qui ne prennent pas les mesures concrètes que cette affirmation implique ne sont pas des acteurs de la paix, mais des spectateurs bien informés d'une catastrophe qu'ils auraient pu contribuer à éviter. Les femmes et les hommes qui se sont réunis à Paris ce jour-là demandaient que la cohérence soit au rendez-vous, que les discours soient suivis d'actes, que la paix soit traitée non comme un idéal lointain que l'on honore en prononçant son nom dans les enceintes internationales, mais comme un ensemble de décisions, de financements, de pressions et de garanties sans lesquels aucun accord ne peut tenir.

Et puis il y a ce que cette journée a démontré, au-delà du seul cas israélo-palestinien : si des sociétés qui se font la guerre, qui pleurent leurs morts et leurs otages, qui vivent sous les roquettes ou sous les bombardements ont été capables de s'asseoir dans la même salle et de dire ensemble que la coexistence est la seule issue, alors aucune société du monde ne peut sérieusement prétendre que le dialogue lui est impossible.

1. Alliance for Middle East Peace (ALLMEP), cité dans « Près des trois quarts des Israéliens soutiennent un accord incluant la reconnaissance d'un État de Palestine », [Le Grand Continent](#), 24 septembre 2025.
2. L'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, mais aussi désormais l'Union européenne.